

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu de la réunion du 29 juin 2011
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
17 h 45

Présences : C. Poirier (présidence), J-L. Bourdages, R. Brockington, C. Creran, R. Duranceau, S. Maguire, S. Mullen, A. Picotte, G. Phillips, G. Thibault-Gosselin, L. Whitmore, A. Wong, M. Zinck, C. Danik, J. Ouellette, D. Martin.

Absences justifiées : S. Chatterton, S. Pichie, R. Zwicker.

Invitée : S. Wensink, agente des finances de l'ACEP

1. Points aux fins d'approbation

1 a) Adoption de l'ordre du jour

Le point suivant est ajouté à l'ordre du jour :

5 d) Comité des locaux à bureaux

Déplacer le point 1 g) – Budget au début des affaires courantes, car l'agente des finances est présente pour répondre aux questions du CEN.

Résolution : Il est proposé par R. Duranceau et appuyé par M. Zinck d'adopter l'ordre du jour, avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 g) Budget

A. Picotte présente les faits saillants du budget au CEN.

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par R. Duranceau de déplacer les 12 500 \$ par année du service de coupures de presse du poste budgétaire 13.11 (Comité de mobilisation) à 9.3 (Documents de référence) et de recommander le budget modifié à l'approbation des membres. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 b) Compte rendu du huis clos du 25 mai 2011 (Huis clos)

1 c) Compte rendu du 25 mai 2011

Résolution : Il est proposé par L. Whitmore et appuyé par A. Picotte d'adopter le compte rendu.

Pour = 12, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

1 d) Réseau des employés professionnels (REP)

Le CEN demande davantage d'information sur les avantages du réseau.

Suivi : suivi à la réunion de septembre.

1 e) Colloque du CNM

C. Poirier demande deux volontaires pour le colloque du CNM de septembre, et des suppléants. Le choix se fera par tirage au sort, dans l'ordre du tirage.

Les volontaires sont : R. Duranceau, G. Philips, A. Wong, C. Creran, R. Brockington. M. Zinck se porte volontaire en dernier recours en cas d'annulation imprévue par tous les volontaires.

R. Brockington et C. Creran sont choisis pour y assister. Les suppléants sont, dans l'ordre : A. Wong, G. Phillips, R. Duranceau et M. Zinck.

1 f) Sous-comité de grief (Huis clos)

1 h) Recommandations du Comité d'audit

Le rapport est examiné et il y a consensus d'envoyer une lettre à la présidence l'informant des points soulevés qui ont déjà été réglés.

Le président du comité informe le président qu'il sera présent à la réunion de septembre pour présenter le rapport.

C. Creran mentionne que le Comité d'audit a préparé antérieurement un projet de Code de déontologie et qu'elle en enverra une copie au Bureau national.

1 i) Comité des Statuts et des Règlements

Le CEN examine les modifications et ajouts suivants aux Règlements.

Règlement 10 – Membres à la retraite

R 10.1 Le Conseil exécutif national peut nommer à un sous-comité de l'Association, à titre de conseiller sans droit de vote, un ~~ancien~~ membre ~~à la retraite~~ de l'ACEP ou de l'un de ses prédécesseurs ~~qui a pris sa retraite de la fonction publique~~. Seuls les anciens membres qui étaient en règle au moment de leur départ de l'Association peuvent être nommés.

Résolution : Il est proposé par R. Duranceau et appuyé par L. Whitmore d'adopter le règlement 10, avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Règlement 14 – Suspension pour absentéisme

Résolution 1: Il est proposé par M. Zinck et appuyé par C. Creran d'adopter le règlement 14. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Résolution 2: Il est proposé par S. Maguire et appuyé par G. Thibault-Gosselin de supprimer en 14.2 les mots « sans justification » du dernier paragraphe. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Résolution 3: Il est proposé par M. Zinck et appuyé par C. Creran d'adopter la résolution principale, avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Résolution 4: Il est proposé par R. Duranceau et appuyé par G. Phillips que le Comité des Statuts et des Règlements élabore une procédure de destitution dans les Statuts. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 j) Réaménagement des effectifs

Le CEN a reçu une résolution de la section locale 514 – RHDCC proposant que certaines tâches soient entreprises concernant le réaménagement des effectifs.

Il est convenu d'attendre après les rapports du président et des directeurs exécutifs pour tenir cette discussion.

Il y a consensus pour que C. Poirier réponde par écrit à la section locale ou rencontre les membres de la section locale pour les informer des mesures qui ont déjà été prises par le Bureau national sur le réaménagement des effectifs.

2) Rapports

2 a) Rapport du président

Après la dernière réunion du Conseil exécutif national, Claude et moi avons eu un dîner avec nos homologues de l'Institut et de l'Association canadienne des agents financiers. Nous avons fait le point sur les récentes activités conjointes et avons entrepris de discuter des prochaines activités. Nous aimerions que nos messages soient plus unifiés et avoir une plus grande influence sur l'opinion publique, car cela touche une corde sensible auprès du gouvernement actuel. Il convient de garder un œil sur cette question dans les mois à venir.

Mes rencontres avec nos sections locales sont terminées pour le moment. Étant donné que l'exécutif de la section locale de Toronto n'était pas disponible, l'AGA aura lieu à la fin de l'été ou à l'automne. À Vancouver, j'ai mentionné à un de nos anciens membres qu'il devrait, maintenant qu'il est de retour, envisager de soumettre sa candidature au CEN pour remplacer notre collègue Ian Dawson,

qui a démissionné. Nous n'avons aucune exigence au sujet de la représentation régionale, mais je crois essentiel d'avoir une représentation d'un océan à l'autre.

Les assemblées générales tenues dans les Prairies et à Vancouver ont été plutôt mouvementées. De fait, à mon retour dans l'Est, le jeudi 23 juin 2011, j'ai appris que TPSGC allait procéder à l'abolition de 103 postes EC aux Services conseils et que nous avions été convoqués à une rencontre avec l'employeur et d'autres syndicats le vendredi 24 juin. Nous avons ensuite tenu une réunion bilatérale pour discuter des préoccupations particulières de l'ACEP concernant la Directive sur le réaménagement des effectifs.

Globalement, le ministère accorde à nos membres une période de transition de huit semaines pour améliorer les chances de leur faire une offre d'emploi raisonnable. Selon le sous-ministre adjoint aux Ressources humaines, les EC ont une meilleure chance de recevoir une telle offre en raison des compétences différentes qu'ils possèdent. Nous avons depuis maintenu le dialogue avec l'employeur et avons amorcé des mesures pour faire face à la situation. Toutefois, l'employeur nous a demandé de respecter un embargo médiatique jusqu'au lundi 27 juin à 14 h. Nous avons donc préparé une déclaration officielle annonçant les mises en disponibilité possibles, à envoyer aux médias dès la fin de l'embargo. Afin d'accroître notre exposition médiatique, j'ai communiqué avec quelques membres des médias. Grâce à une information affichée sur le site Web du Globe and Mail à 14 h, nous avons pu communiquer avec les autres médias régionaux. J'ai accordé des entrevues à la télévision et à la radio de CBC et de Radio-Canada, RDI, l'émission Power Play de CTV, l'Ottawa Citizen, Global News, TVA, V Télé, CFRA Radio et CPAC.

S'il y a une leçon à tirer de cette folle activité médiatique, c'est que nous avons besoin de quelqu'un pour gérer nos relations avec les médias.

Pendant que je donnais ces entrevues, l'équipe de l'ACEP s'activait à préparer des documents et des messages aux membres, à mettre en œuvre un système visant à aider les membres à échanger leurs postes, à organiser une réunion des employés touchés (prévue pour le 5 juillet), à dresser des listes de distribution par courriel, etc. Tous ont travaillé très fort et je tiens à les remercier pour leur professionnalisme dans ces circonstances. Au sujet de la réunion d'information sur le réaménagement des effectifs, les membres du CEN sont invités à y assister. La rencontre aura lieu le 5 juillet à l'Hôtel Marriott situé à l'angle des rues Queen et Kent, de 17 h à 19 h 30. Un repas sera servi. Si vous ne pouvez y être, une autre rencontre aura lieu avec les présidents des sections locales plus tard en août ou septembre.

Le Comité de sensibilisation et de mobilisation s'est réuni et a modifié son mandat afin de coordonner la réponse de l'ACEP, en particulier la réponse des sections locales, à l'application de la Directive sur le réaménagement des effectifs. Une rencontre avec les présidents des sections locales, où plus d'informations sur la directive seront données, devrait avoir lieu un peu plus tard.

Autres nouvelles, le Comité des locaux à bureaux de l'ACEP s'est réuni la semaine dernière et a rencontré quatre fournisseurs. L'entreprise Colliers International a été choisie. Le travail préparatoire peut enfin commencer.

Finalement, en ce début de la saison des vacances d'été, je souhaite vous informer que je serai absent pendant trois semaines, soit du 1^{er} juillet au 29 juillet. Je veillerai à ce que les deux vice-présidents soient disponibles pour régler les affaires qui ne peuvent attendre mon retour.

2 b) Rapport du directeur exécutif des Politiques

Négociations collectives

EC :

- Le comité s'est réuni le 30 mai et le 2 juin. Il a terminé la préparation des propositions qui ont été présentées à l'employeur à la table de négociation le 17 juin.
- Le comité se réunit de nouveau pour traiter diverses questions en suspens le 23 ou le 24 août (date à déterminer).
- Le comité reprendra les négociations le 1^{er} septembre.
- Des rencontres à la table sont prévues les 11, 12 et 13 octobre; les 22, 23 et 24 novembre; les 13, 14 et 15 décembre.
- Dix jours à la table devraient suffire étant donné le nombre de propositions qui ont été échangées.

TR :

- Le comité s'est réuni le 1^{er} juin pour terminer la préparation des propositions à présenter à la table de négociation. L'échange des propositions a eu lieu lors d'une première rencontre le 15 juin.
- Le comité se réunira de nouveau pour du travail préparatoire la semaine prochaine, le 6 juillet. Neuf autres journées de rencontres sont prévues d'ici la fin de 2011 : les 27, 28 et 29 septembre; les 1^{er}, 2 et 3 novembre; les 19, 20 et 21 décembre.
- Là également, dix jours devraient suffire si tout se déroule bien.

BdP :

- Nous respectons un échéancier différent à la table BdP, bien que la date d'expiration arrive entre les dates EC et TR. Nous suivons les pratiques antérieures avec l'employeur de la BdP.
- Donc, le comité s'est réuni le 14 juin pour finaliser le questionnaire de sondage. Hélène Paris, qui est la négociatrice *de facto* à la table, a travaillé avec notre fournisseur de service pour monter le questionnaire dans les deux langues officielles et le tester. Nous avons prolongé le délai une première fois et nous le ferons une seconde fois.

- Le comité se réunira deux fois la semaine prochaine, le 5 et le 7 juillet, pour travailler aux propositions. Mme Paris fait le gros du travail pour cette table, car j'ai été pris par des urgences.
- Une rencontre d'échange de propositions avec l'employeur est prévue pour le 30 août. Cela signifie que le comité devra probablement se réunir quelques fois entre le 7 juillet et le 30 août pour compléter la préparation des propositions.
- Les parties ont déjà convenu de deux blocs de rencontres après la rencontre du 30 août à la table : les 4, 5 et 6 octobre et les 18, 19 et 20 octobre.

Contestation en vertu de la Charte

- Rien de nouveau à signaler.
- Vous vous rappellerez que la Cour suprême a rendu la décision Fraser le 29 avril. La décision porte sur une action contre une loi de l'Ontario qui limitait le droit des travailleurs dans le secteur agricole de s'organiser et de faire des représentations à leurs employeurs sur des questions reliées au travail. Et la décision de la Cour a eu un effet partagé.
- Nous procédons suivant l'orientation donnée par le CEN à la réunion de mai.

DRE

- L'ACEP a été très occupée cette dernière semaine suite à l'avis d'employés touchés donné à 103 de ses membres à TPSGC.
- Nous avons reçu un préavis le 17 juin, comme le stipule la DRE.
- Les membres ont reçu leur avis d'employés touchés le 20 juin.
- Une réunion a eu lieu aujourd'hui 29 juin, à laquelle l'employeur a expliqué la DRE aux employés touchés (ce qui est obligatoire selon la directive).
- L'ACEP a organisé une réunion des membres touchés à TPSGC pour le 5 juillet, à laquelle je présenterai les points saillants de la directive et où les membres auront l'occasion de poser des questions.
- Nous avons été en contact constant avec le président de notre section locale à TPSGC, Alex Butler, qui est lui-même un employé touché. Alex nous a tenus au courant presque d'heure en heure. Nous avons ainsi pu faire sentir notre présence à TPSGC et mettre au point des systèmes pour aider les membres.
- Nous avons une procédure interne de rapports suivant laquelle les ART signalent chaque consultation touchant la DRE. L'ART est chargé de faire valoir la question de l'échange de postes en demandant aux ministères ce qu'ils font pour respecter leurs obligations stipulées dans la directive.
- Je rassemble les rapports individuels et prépare un rapport général qui sera remis au CEN à chaque réunion mensuelle et transmis au Comité de mobilisation (ou de coordination, avec les présidents de section locale).

- Nous avons créé un outil de communication où les employés excédentaires et touchés peuvent écrire à l'ACEP pour recevoir la liste des volontaires qui sont disposés à échanger leur poste avec eux afin de bénéficier de la mesure de soutien à la transition (MST) ou de l'indemnité d'études (qui comprend la MST).
- Nous lancerons d'ici peu un appel de volontaires pour des échanges de postes.
- Nous avons créé sur le site Web une page où sont affichés tous les documents et communications concernant la DRE, notamment deux documents que nous avons préparés : un graphique de cheminement et des questions et réponses.
- Nous avons répondu aux demandes de renseignements individuelles des employés touchés et donné des informations individuellement.
- Nous avons envoyé notre agente d'éducation aux rencontres avec les responsables de la gestion de la situation de la DRE à TPSGC.
- Nous avons indiqué clairement au ministère que nous allons surveiller de près les mesures prises afin de nous assurer qu'il respecte la directive.
- Et nous avons affirmé avec force notre point de vue sur diverses questions, notamment que le moment avait été mal choisi pour remettre les avis... le tout en quatre jours ouvrables.

2 c) Rapport du directeur exécutif des Opérations

Affaires internes

Luc Gervais a démissionné comme agent des relations de travail à durée indéterminée. Un concours interne est en marche pour doter ce poste. Chantal T. Fortin a été embauchée pour une période déterminée (trois mois) comme commis d'administration (cotisations) le 7 juin 2011.

Causes devant les tribunaux

Boshra et l'ACEP (Cour d'appel fédérale)

La Cour a refusé la demande de M. Boshra d'extension du délai pour présenter sa demande de réexamen de sa décision précédente de rejeter sa demande de révision judiciaire de la décision de la Commission des relations de travail dans la fonction publique rejetant sa plainte en matière de devoir de juste représentation contre l'ACEP.

Nous poursuivrons l'affaire de la note de frais suivant le rôle de la Cour qui s'étend jusqu'à l'automne.

Bernard c. PIPSC (Affaire du système de fichier syndical d'adresses)

L'IPFPC et l'AFPC iront de l'avant dans cette affaire. L'ACEP n'interviendra pas, car nous sommes persuadés qu'il n'y a pas lieu de le faire.

Causes devant la Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP)

C. Therrien c. ACEP

M. Therrien devait déposer sa réponse à nos observations au plus tard le 17 juin. Il ne l'a pas fait et la CRTFP a communiqué avec lui. Il a avisé la CRTFP verbalement qu'il retirait ses plaintes. La CRTFP lui a donné jusqu'au 8 juillet pour confirmer le retrait par écrit. S'il ne l'a pas fait à cette date, le commissaire de la CRTFP rendra une décision sur les plaintes d'après les représentations faites à ce jour.

K. Kumar c. ACEP

M. Krishan Kumar a déposé sa réfutation cette semaine et nous attendons les instructions de la CRTFP.

C. Basic vs. ACEP

Mme C. Basic a déposé sa réfutation cette semaine et nous avons jusqu'au 29 juillet pour répondre.

Audiences

Il y a deux audiences prévues pour des causes de l'ACEP devant la CRTFP pour la période de juillet à septembre 2011.

Ottawa	Reporté 26 au 30 sept.	Nasrallah (licenciement non disciplinaire)	RHDCC
--------	---------------------------	--	-------

Ottawa	26 au 30 sept.	Aston (renvoi en cours de stage)	StatCan
--------	----------------	----------------------------------	---------

Veuillez noter que les audiences peuvent être reportées ou annulées jusqu'au jour de l'audience. Le rôle d'audiences de la CRTFP peut être consulté à :

http://pslrb-crtfp.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp

http://pslrb-crtfp.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp

Divers

Communications électroniques

Nous continuons de travailler avec InSite pour intégrer nos logiciels et systèmes existants en une plateforme unifiée et soutenable pour faciliter les communications, les messages, les sondages, les votes et la gestion des données sur les membres de façon électronique. Le tout devrait être testé et opérationnel d'ici la mi-septembre.

Rapports de cas

Plusieurs TR syndiqués ont occupé par intérim des postes TR-04 (exclus). Des membres nous ont informés qu'ils avaient attendu de six à neuf mois pour que le bureau de la paye leur verse leur rémunération intérimaire. Le problème a été signalé à répétition aux gestionnaires, qui ont signalé la chose à leurs supérieurs, mais sans résultat. Nous avons communiqué avec la haute direction qui nous a fait part de pénuries de personnel. Finalement, les employés ont été payés. En outre, nous avons mis la question à l'ordre du jour du comité patronal-syndical pour nous faire dire que TPSGC augmenterait le nombre d'agents à la rémunération. Nous ferons un suivi à la prochaine réunion.

Un membre souffrant de diabète a demandé un accommodement, car à la suite d'une réorganisation au ministère son transport au bureau lui prenait au moins cinq heures. Un accommodement lui a été accordé : il a été déplacé dans un lieu de travail plus près de son domicile.

Un membre a déposé un grief de classification après la conversion. La classification du poste n'a pas changé. Les facteurs d'analyse et de prise de décisions laissent beaucoup plus de place à l'interprétation dans la norme EC que dans l'ancienne norme SI.

Un membre a déposé un grief concernant la rémunération d'intérim qui n'avait pas été versée. Au premier palier, l'employeur a reconnu que l'employé avait exercé les fonctions et responsabilités du poste de niveau plus élevé. Le grief a été reçu au premier palier de la procédure de règlement des griefs et le plaignant a reçu la rémunération d'intérim, rétroactivement au 2 novembre 2009.

Un membre a déposé un grief après que l'employeur eut refusé de lui accorder deux jours de congé compensatoire. L'employeur n'a fourni aucune explication pour le refus. Après le dépôt du grief, l'employeur a accordé le congé.

Un membre en a appelé d'une décision de la Commission de la santé et de la sécurité au travail. L'affaire concernait un incident qui s'était produit au travail et avait provoqué chez l'employé les symptômes du tunnel carpien. Le membre prétendait s'être blessé au travail et s'est absenté un certain temps. Les parties ont réglé l'affaire avant l'audience. Le congé pris sera remboursé à l'employé.

Un membre a déposé un grief contre un gestionnaire alléguant du harcèlement et un comportement discriminatoire lié à son orientation sexuelle. L'affaire a été réglée par la médiation à la Commission des relations de travail dans la fonction publique. Les termes du règlement sont confidentiels.

3) Suivis

a) Examen organisationnel (organigramme)

Point reporté en septembre.

b) Rapport de la planification stratégique

Point reporté en septembre.

4) Questions de fond aux fins de discussion

4 a) Budget 2011

On demande de changer le titre de ce point à Budget fédéral/Réaménagement des effectifs.

5) Comités

a) Comité des finances

Les états financiers de mars et avril sont examinés.

b) Négociations SEA (Huis clos)

c) Comité des communications

Pas de rapport ce mois-ci.

5 d) Comité des locaux à bureaux

C. Poirier signale que le Comité des locaux à bureaux a rencontré quatre courtiers en immeubles et qu'il a décidé de recourir aux services de Colliers International.

6) Levée de la séance

Résolution : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par S. Maguire de lever la séance à 21 h 53.